

# Les Palestiniens sous l'apartheid

## Partage international n° [194](#) - Octobre 2004

John Dugard, professeur de droit sud-africain et rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, a rendu un rapport à l'assemblée générale de l'Onu selon lequel il existe dans ces territoires un « régime d'apartheid pire que celui que l'Afrique du Sud a connu ». Il mentionne par exemple les routes ouvertes seulement aux colons israéliens, et interdites aux Palestiniens.

Dans son rapport, présenté au mois d'août 2004, J. Dugard critique ouvertement Israël pour sa « violation continue des droits de l'homme dans les territoires » et son intention déclarée d'ignorer la décision de la Cour internationale de Justice concernant le mur de séparation. Le rapport a été distribué aux pays membres, préalablement à la session de septembre de l'assemblée générale dans laquelle le mur était à l'ordre du jour.

Ancien membre de la Commission pour la vérité, à la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, J. Dugard a été nommé en 2001 rapporteur spécial des Nations unies en 2001 pour les droits de l'homme sur la Rive ouest et la bande de Gaza. Il a appelé à un embargo général sur les armes contre Israël, en

réponse aux opérations de la Force de défense israélienne à Rafah. Cet embargo serait identique à l'embargo sur les armes qu'a subi l'Afrique du Sud en 1997.

Palestine

**Sources** : Haaretz, Israël

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)  
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)